

COMMISSION DE L'ARMEE

17 Juillet 1918

R A P P O R T

sur

LA RUPTURE DU FRONT FRANCAIS LE 27 MAI

AU CHEMIN DES DAMES

présenté

par MM. Abel FERRY et DESCHAMPS, Députés.

-----

ARCHIVES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## S O M M A I R E

---

I.- ORGANISATION DEFENSIVE DU FRONT .....	p. 2
Organisation défensive de l'Oise, seconde position .....	p. 3
Front de l'Aisne .....	p. 3
Industrialisation du front .....	p. 4
II.- INFERIORITE DES EFFECTIFS ALLIES .....	p. 6
III.- BENEFICE TIRE PAR L'ARMEE ALLEMANDE POUR SON OFFENSIVE CONTRE LE FRONT FRANCAIS DE SES DEUX OFFENSIVES VICTORIEUSES CONTRE LE FRONT ANGLAIS .....	p. 7
Extension du front anglais en février 1918 .....	p. 8
- - - français avant le 27 mai 1918 .....	p. 8
IV.- SURPRISE STRATEGIQUE .....	p. 9
Organisation de terrains offensifs sur tout le front .....	p. 10
Disposition générale de nos réserves .....	p. 13
Organisation de nos services de renseignements .....	p. 14
V.- RUPTURE DU FRONT FRANCAIS SUR L'AISNE LE 27 MAI ..	p. 15
Etat du terrain tenu par le 11 <sup>e</sup> corps .....	p. 15
Qualité et armement des D.I. françaises en ligne .....	p. 16
Surprise tactique .....	p. 18
Aviation .....	p. 19
Indices sérieux d'attaque .....	p. 20
Artillerie .....	p. 20
Plan de défense .....	p. 22
Conséquence du plan de défense adopté .....	p. 23
Y a-t-il eu méconnaissance des directives du général en chef? .....	p. 25
Emplacement des réserves locales .....	p. 28
Ponts .....	p. 29
VI.- CONCLUSIONS (Pertes et sanctions) .....	p. 29
VII.- DECISIONS DE LA COMMISSION DE L'ARMEE .....	p. 32

---

Messieurs,

La Commission de l'Armée de la Chambre nous a chargés d'un rapport sur l'enquête que le Gouvernement a promis à la Chambre de faire sur les causes de la rupture du front franco-anglais, le 27 mai 1918, sur l'Aisne. (1)

A la fin de 1917, l'état de nos effectifs, la défection de la Russie, l'absence d'organisation générale offensive du terrain ont conduit le Général en Chef à adopter pour l'année 1918 une stratégie défensive.

---

(1) Au début de notre travail, nous n'avons trouvé au Ministère qu'un dossier embryonnaire. Il s'est rapidement complété par les soins diligents de M. Jeanneney, Sous-Secrétaire d'Etat qui a répondu à presque toutes les questions que nous avons posées. Voici la bibliographie des pièces sur lesquelles nous avons fait notre enquête :

- 1° Ordres d'opérations de la 6<sup>e</sup> Armée.
- 2° " " du 11<sup>e</sup> Corps d'Armée.
- 3° Compte-rendu des opérations de diverses D. I. notamment de la 22<sup>e</sup> D. I., 157<sup>e</sup> D. I., 45<sup>e</sup> D. I., 13<sup>e</sup> D. I. etc...
- 4° Rapport sur l'aviation du 27 mai au 5 juin.
- 5° Dossier complet de l'aviation de la VI<sup>e</sup> Armée du 10 au 26 mai.
  - a - ordres d'opérations du chef de l'aéronautique de l'armée.
  - b - Etudes des photographies - 10 au 26 mai.
- 6° Mouvement de la division aérienne du 26 au 31 mai 1918.
- 7° Directives du 22 décembre 1917 du Général en Chef.
- 8° Lettre personnelle et secrète du Général en Chef du 24 janvier. (carte au liseré violet).
- 9° Carte des emplacements de troupe de la VI<sup>e</sup> Armée le 26 mai
- 10° " générale des réserves des armées du Nord-Est le 26 mai.
- 11° Dossier sur la rupture des Ponts.
- 12° Rapports du général Roques, inspecteur général des travaux du front de 1917 à 1918.

I

ORGANISATION DEFENSIVE

Cette stratégie défensive comportait l'établissement d'une ligne de sécurité continue située hors de la portée moyenne des canons ennemis.

M. Thomas nous a demandé de renseigner la commission sur l'état de nos organisations défensives au mois de décembre 1917 et les progrès réalisés à la fin de mars 1918.

Nous avons consulté pour lui répondre les rapports du général Roques, inspecteur des travaux et organisations aux armées, qu'au début de 1918, le Ministre de la guerre eut l'heureuse idée de rattacher directement au Ministère de la Guerre.

Organisation défensive de l'Oise, seconde position. - Voici ce que le général Roques pensait de l'état des secondes positions à la fin de 1917, sur le secteur où des chocs se sont produits depuis.

---

D'autre part autant pour éclairer la lecture même du dossier, que pour nous mettre à même de poser les questions utiles au Gouvernement, nous avons enquêté sur pièces et sur place, près des exécutants : M. Deschamps a vu un certain nombre de divisions qui étaient en réserve le 27 mai et qui ont été engagées le premier jour de la bataille.

M. Abel Ferry a vu les trois divisions du 11<sup>e</sup> corps qui ont été en première ligne.

Nous avons, l'un et l'autre, consulté, sur pièces, les rapports des artilleries divisionnaires et des infanteries divisionnaires etc... interrogé les soldats et officiers de divers grades. Enfin, un certain nombre de nos collègues nous ont remis des lettres de soldats ou officiers qui n'ont pas été inutiles à la compréhension du dossier gouvernemental.

Ouest de Saint-Quentin, 9 novembre 1917 : "aucun travail n'est exécuté sur le terrain" en ce qui concerne la seconde position.

Même secteur, entre Omignon et Barisis, 16 février : "Ce secteur est loin d'être mieux organisé que les autres parties du front anglais et même que le reste du front de la 5<sup>e</sup> Armée britannique dont il fait partie maintenant et dont les travaux sont moins "avancés" que ceux des autres armées."

C'est donc à juste titre que les Anglais se sont plaints de l'état du terrain que nous leur avions passé au début de 1918 et sur lequel ils ont été enfoncés.

Front de l'Aisne. - La 6<sup>e</sup> Armée paraît, au général Roques, en meilleure situation.

"Notre ancienne position de départ, protégée par l'obstacle de l'Aisne, peut, à la condition d'être complétée, jouer le rôle de seconde position." (7 décembre)

"Bien que les organes de cette ancienne position n'aient pas été entretenus, la plupart, notamment beaucoup de réseaux de fil de fer subsistent, pourront être mis rapidement en état et sont susceptibles d'être utilisés pour la constitution de la seconde position définitive." (7 décembre)

La 157<sup>e</sup> D.I. devait, au cours du combat du 27 mai, renouveler ces constatations.

Ces deux citations suffisent à faire apparaître les profondes lacunes, signalées d'ailleurs, dans de multiples rapports,

par nous, à la Commission, du front français à la fin de 1917.

Le général Roques estimait l'ensemble des travaux prévus et nécessaires pour tout le front, comme correspondant à un travail équivalent à la construction de 1.000 klms. de position.

Industrialisation du front. - Le Gouvernement eut une initiative hardie, il tenta d'industrialiser ses travaux d'arrière-front.

M. Loucheur, ministre de l'armement, chargé par le Comité de Guerre de cette tâche, fit appel à des entrepreneurs soit civils soit officiers de réserve.

Grande fut la mauvaise volonté montrée par certaines armées. Les bureaux du Génie jaloussèrent cet intrus.

Aux mois de janvier, février et mars, M. A. Ferry a été, à diverses reprises, sur le chantier même, le confident de ces frottements et frictions. Certaines armées, comme la 4<sup>e</sup> et la 8<sup>e</sup>, ont cherché à tirer parti de ce nouvel organisme. La plupart des autres s'y sont peu adaptées et ne l'ont pas adopté.

Voici ce que dit le général Roques de l'œuvre du Ministère de l'Armement :

27 février : "L'organisation, par le ministère de l'armement, n'a pas encore fonctionné : la main-d'œuvre appropriée lui ayant fait défaut."

La majeure partie des travaux continua d'être faite par le Génie des Armées.

Nos contrôleurs connurent, à diverses reprises, les plaintes

des armées : elles manquaient de fil de fer, de bois ; de grosses difficultés de transport se posaient. La main-d'œuvre surtout faisait défaut.

Le Président du Conseil ne céla pas la gravité de la situation au pays. Il songea à rappeler deux classes d'agriculteurs et le dit à la tribune de la Chambre.

Mais, d'une part, l'envoi d'un fort contingent de travailleurs italiens (80.000 à 90.000 hommes), d'autre part, la mise aux travaux d'un nombre de divisions de réserves croissant, permit de ne pas recourir à cette extrémité.

La rotation des grandes unités, qui changeaient fréquemment de secteur fut atténuée.

Le 4 février, on employait sur le chantier, dans les armées du Nord-Est, 12 divisions, à la mi-février, 18 divisions.

Mais cet effort était tardif, l'organisation du personnel et matériel, sur des chantiers de cette importance, avait pris plusieurs semaines. Le travail sur les secondes positions n'a pu atteindre son rendement maximum qu'à partir de la première quinzaine de février. Or, la 1ère attaque allemande en 1918 est du 21 mars.

A partir de cette attaque, les divisions françaises cessèrent leurs travaux.

Les travailleurs étrangers furent absorbés par les nécessités nouvelles d'un front qui s'était modifié.

Le général Roques estimait à 3 mois, le temps nécessaire à l'achèvement des organisations défensives prévues ; tous nos

moyens y ont été appliqués pendant environ 6 semaines à deux mois. On peut admettre que la moitié des travaux escomptés sur l'ensemble du front ont pu être exécutés.

I I

INFÉRIORITÉ des EFFECTIFS ALLIÉS

Le Gouvernement indique comme l'une des causes du 27 mai l'infériorité globale des effectifs alliés : cette infériorité serait, selon ses déclarations, d'environ 400.000 hommes, conséquence de l'absence de toute politique d'effectifs pendant trois ans.

La Commission de l'Armée a élevé trop de protestations à ce sujet pour s'étonner de voir se réaliser les prévisions qu'elle avait émises.

Rappelons ici quelques chiffres, ne fût-ce que pour ne pas laisser périrer des responsabilités lointaines.

Voici quel est le chiffre des morts sur le terrain, disparus et prisonniers, non compris les morts dans les formations sanitaires :

1914.....	448.000 hommes.
1915.....	368.000 "
1916.....	308.000 "
du 1er janvier au 15 mai	1917..... 80.000 "
du 15 mai au 31 décembre	1917..... 63.000 "

Ce gaspillage des effectifs a eu pour conséquence l'affaiblissement de l'armée française.

Notre infanterie, depuis le 1er août 1915, a diminué d'un tiers.

Enfin les Alliés ont, hors de la bataille, sur un front passif à Salonique : Français, 200.000 h., Anglais, 100.000 hommes en chiffres ronds. Salonique a coûté environ 100.000 hommes de pertes définitives et autant à nos Alliés.

Le total des hommes immobilisés par l'expédition de Salonique est donc d'environ 4 à 500.000 hommes.

Ces chiffres montrent que l'usure de l'armée française, prolongée dans le temps, comme dans l'espace, au-delà de ce que l'histoire raconte de plus légendaire, n'a pas été indifférente au destin de la bataille.

III

BÉNÉFICE TIRÉ par l'ARMÉE ALLEMANDE, pour son OFFENSIVE CONTRE le FRONT FRANCAIS, de ses DEUX OFFENSIVES VICTORIEUSES CONTRE LE FRONT ANGLAIS.

La ténuité de nos effectifs en ligne sur le Chemin des Dames et le faible nombre de nos réserves en arrière de ce même Chemin des Dames sont donnés par l'opinion publique comme l'un des éléments principaux de la rupture soudaine et facile de ce front.

La densité de nos troupes, dans cette région, avait diminué dans la mesure où s'était étendu le front français après les échecs de l'armée anglaise.

Extension du front anglais en février 1918. - Au mois de février dernier, le front anglais avait été étendu d'une quarantaine de kilomètres.

Ce front ayant été enfoncé au 21 mars, certaines personnes, jusque dans les milieux parlementaires français, épousant, contre le Gouvernement anglais et contre l'intérêt français, la thèse de l'E. M. anglais, ont prétendu que l'échec du 21 mars avait été dû à cette extension du front anglais.

Or, même après cette extension, il y avait 8.000 Anglais au kilomètre pour 4.300 Français au kilomètre.

La relève n'avait porté que sur 4 divisions françaises.

Ces 4 divisions mises, après convention passée entre les deux armées, en réserve à la droite de la 5<sup>e</sup> Armée anglaise, s'étaient portées à son secours, dès le soir du 21 mars.

Extension du front français avant le 27 mai 1918. - Il serait plus conforme à la réalité des faits de prétendre que l'extension du front français à la veille du 27 mai fut l'un des éléments principaux de notre échec.

L'armée anglaise ayant été deux fois enfoncée, le 21 mars sur l'Oise, et le 9 avril, devant Lille, avait, le 27 mai, perdu 300.000 hommes et plus d'une dizaine de divisions. Son front s'étais rétréci de 186 klms à 125 klms.

Le front français, par contre, par suite de la réduction du front anglais et de l'extension générale de la ligne de bataille s'était accru de 120 klms de front de combat actif.

Une trentaine de divisions de réserves françaises avaient été absorbées par cette nouvelle et lourde tâche.

La Commission mesurera l'effort qui était imposé à la France par ces simples chiffres :

Le 21 mars, pour garder chaque kilomètre de front français, nous avions une moyenne de 4.300 hommes ; le 27 mai, pour garder chaque kilomètre de front français, nous n'avions plus qu'une moyenne de 3.500 hommes soit près d'un quart en moins.

Ainsi, l'armée allemande, par ses premières opérations, avait affaibli la force défensive générale du front franco-anglais.

A la veille du 27 mai, l'Armée française portait le poids principal de la bataille.

#### I V

#### SURPRISE STRATEGIQUE

Le commandement allemand sait où sont nos réserves, nous ignorons où sont les siennes : tout son terrain est préparé ; il attaque là où nous avons le moins de réserves.

Pourquoi la Commission de l'Armée s'étonnerait-elle d'une surprise allemande, elle qui, depuis trois ans, a toujours cru à la possibilité d'une surprise française.

Car si c'est une faute d'avoir été deux fois surpris, c'en est une bien plus grande, pour le haut commandement et pour les gouvernements français, de n'avoir pas voulu, pendant les trois années qui précèdent, céder aux objurgations de la Commission de

l'Armée.

Organisation de terrains offensifs sur tout le front. - Dès décembre 1915, la Commission de l'Armée et la Commission du Budget réunies, sur le rapport de M. Abel Ferry, demandent au Gouvernement "de préparer le front partout pour surprendre quelque part." (1)

En janvier 1916, il y eut sur ce sujet une audition du général Galliéni : mais il n'avait alors ni pouvoir, ni même renseignement sur la zone des armées.

L'organisation du front est demandée par MM. Abel Ferry et A. Favre, dans leur rapport sur l'organisation des voies de 0,60 et du terrain, octobre 1916. Par M. Renaudel, dans ses rapports sur l'A.L.G.P., octobre 1916. Par M. Tardieu, dans ses rapports sur l'A.L., octobre 1916.

La Commission de l'Armée réitère ses demandes ; il n'est guère d'auditions de ministres où les uns et les autres ne fassent allusion à ce qui est, la conviction de la presque totalité de ses membres.

Or, il ne lui a été répondu officiellement, qu'en août 1917, deux ans plus tard ! deux ans trop tard !

---

(1) Rapport de M. Abel Ferry du 24 octobre 1915.

J'affirme que jamais notre front de 900 klms n'a été organisé de telle façon qu'une attaque puisse bénéficier de la surprise de lieu et de date. A part l'attaque de Woëvre, en mars, qui manquait de préparation, toutes les offensives ont été connues du Gouvernement, des Chambres, du public, des automobilistes et des journaux étrangers un mois avant leur déclenchement. On savait l'endroit, les moyens, le jour ou tout au moins la semaine. Or, tout l'art de la guerre, aussi bien dans la guerre de position que dans la guerre de mouvement, repose sur l'espoir de surprendre

Les Allemands ont en 1916, réalisé ce que les généraux en chef français de 1915 et de 1916 déclaraient impossible.

La carte que nous avons demandé au G.Q.G. de faire en est la douloureuse preuve. Il en résulte que tandis que pendant 2 ans nous avons attaqué du fort au fort en vertu d'une folle théorie d'offensive à outrance, les Allemands nous attaquent du fort au faible.

(Suite du rapport de M. A. Ferry du 24 oct. 1915.  
l'ennemi; a fortiori dans la guerre actuelle où les forces allemandes sont placées en profondeur et constituées par une première ligne de tranchées, et derrière, des groupes de réserves soit locales, soit générales, tant d'artillerie que d'infanterie, dont la caractéristique principale est l'extrême mobilité. Derrière les deux lignes, française et allemande, le succès ne peut dépendre que d'une véritable partie de cache-cache entre les réserves défensives allemandes et la masse offensive française.

Que la surprise puisse être tentée, le G.Q.G. l'a cru, lorsqu'en mars il tenta avec trois corps d'armée soudainement amenés, la réduction de la hernie de Saint-Mihiel. Mais l'opération échoua faute d'organisation du terrain, et de préparation d'artillerie.....

Les Allemands, par contre, à plusieurs reprises, ont fait sur notre front, par exemple à la Tranchée de Calonne, en avril, en Argonne en juillet, des attaques inopinées qui ont enlevé notre première ligne et nous ont mis dans une situation critique telle que nul de ceux qui les ont vécues, ne peut prétendre que, s'il avait été dans le plan allemand de soutenir son attaque par une forte réserve, elle n'aurait pas passé. Et demain si les Allemands veulent faire sur nos lignes autre chose qu'une démonstration, j'affirme qu'ils uniront à la préparation minutieuse la surprise déconcertante . . . . .

Pourquoi tout le front depuis un an n'a-t-il pas été organisé en terrain d'offensive. Au lieu d'écrire sur le sol, ou plutôt sur les photographies des avions ennemis, chacune de nos offensives, quelques semaines avant qu'elles se produisent, pourquoi ce travail gigantesque, qui aurait permis sur tout le front d'enterrer des masses d'attaque d'infanterie n'a-t-il pas été fait ? Est-ce le manque d'hommes ? Les dépôts de France et d'Angleterre en ont regorgé pendant toute une année . . . . .

Quant à l'artillerie lourde, les Allemands ont d'innombrables positions préparées. Ils y transportent avec une incroyable vitesse leurs réserves d'artillerie. Pourquoi n'avons-nous pas en abondance, préparé sur tout le front des positions de batteries, afin que notre réserve d'artillerie, lourde ou légère, puisse immédiatement et partout sur tout le front trouver ses alvéoles prêtes, abris et tables de tir préparés ? . . . . .

Le 21 mars, le gros des réserves françaises était derrière le centre du front français.

Le gros des divisions de réserve anglaises était de même au centre du dispositif des armées britanniques.

Les Allemands ont attaqué sur la ligne de plus faible résistance là où il y avait le moins de réserves: sur l'Oise.

(Suite et fin du rapport de M. A. Ferry du 24 oct. 1915)  
Reste à la vérité la difficulté de transporter deux à quatre cent mille hommes d'Artois à Soissons, de Champagne en Lorraine. On prétend que les masses modernes ne peuvent pas se dissimuler...

Pourquoi prétend-on que derrière nos lignes constituées, nous ne pourrions pas secrètement transporter nos troupes, alors que les Allemands ont dissimulé au début de la guerre, dans les forêts du Luxembourg, à notre service de renseignements, à nos avions qui ne voyaient que des routes blanches, les troupes du Kronprinz, qui ont surpris dans leur marche précipitée notre troisième et quatrième armées.

Combien la nuit pouvons-nous avec nos automobiles et nos chemins de fer transporter de troupes de Verdun à Soissons, de Châlons à Arras ? Quelle serait la durée de transport des approvisionnements nécessaires à une attaque ? L'Etat-Major a-t-il fait cette étude ? Et peut-on, quand il s'agit du destin du pays, repousser cette hypothèse de manœuvre a priori, et sans être descendu dans le détail ?

Imagination dira-t-on ? Hélas, notre défaut depuis le début de la guerre a été de manquer d'imagination; et toutes les victoires, les grandes victoires de l'histoire ont été la réalisation dans les faits d'une œuvre d'imagination surprenant l'ennemi, les contemporains, la postérité. Bernardi le dit et il le prouve.

Je me résume. On ne passera que le jour où les choses seront ainsi organisées, que le général en chef pourra pour ainsi dire en pressant un bouton porter de façon inopinée, avec la vitesse maxima, sa masse d'attaque sur un point quelconque de son front de 900 kilomètres.

Disposition générale de nos réserves. -

Le 27 mai, un quart de nos divisions de réserve attendaient l'attaque entre Amiens et le Mont Cassel; un autre quart était échelonné de l'Argonne à la frontière suisse: la moitié restante était entre Beauvais et Châlons. Les Allemands nous ont attaqués là où nos réserves étaient le moins denses.

Nous croyons savoir que le général commandant la 6<sup>e</sup> armée s'était plaint de la faible densité de son secteur.

Mais nous croyons savoir, d'autre part, que ce même général avait émis les mêmes craintes et les mêmes prévisions à la veille du 21 mars. Or, à cette époque, l'attaque se porta sur un autre secteur.

Il n'est guère de général d'armée ou de C.A. qui depuis deux mois ne redoute une attaque et, soit pour se couvrir contre les éventualités toujours possibles, soit par sentiment vrai de la nécessité, ne demande au général en chef des réserves qu'il n'a plus en nombre suffisant pour les mettre partout.

Le jeu allemand fut infiniment subtile: les menaces et les feintes se sont succédées.

Pendant les deux premiers jours de l'attaque allemande, le 21 mars, le G.Q.G. français a cru à une attaque de diversion. Il a gardé ses réserves en Champagne. Pendant les deux premiers jours de l'attaque du 27 mai, le haut commandement français a cru à une attaque de diversion: il a gardé ses réserves sur le front des Flandres.

Nous avions rêvé le succès "par une véritable partie de cache-

cache entre réserves défensives allemandes et masse offensive française". Hélas! c'est le contraire qui se produit.

Tout notre espoir de déjouer les attaques successives de l'ennemi jusqu'au mois d'octobre ne peut reposer que sur le bon fonctionnement de notre service de renseignements.

Organisation des services de renseignements. -

Or, notre service actuel de renseignements ne renseigne pas.

Les officiers chargés du contre-espionnage sont absorbés par les permis de circulation, les circulaires sur les débits de boissons, les locaux nécessaires aux réfugiés, etc...

Le contrôle postal est composé d'un personnel inapte qui assouvit des rancunes politiques et personnelles plus qu'il ne surveille les agents étrangers: ce personnel est choisi par les régions, en dehors du contrôle du service de renseignements: il n'est pas demandé à ces agents d'aptitudes professionnelles.

Enfin il semble que le fameux service du lieutenant Bruyant ait absorbé, pour la surveillance politique, des agents qui eussent été mieux employés à nous renseigner sur l'ennemi.

Trois semaines avant l'attaque sur l'Oise, nous avons prévenu les Anglais: mais nous croyions à une attaque principale sur la Champagne qui ne s'est pas produite, soit qu'elle ait été décommandée, soit que ce n'ait été qu'une feinte de l'ennemi.

L'attaque de Coucy avait été prévue.

L'attaque de Noyon avait été prévue.

La dernière attaque en Champagne avait été prévue.

Mais le deuxième bureau n'avait pas prévu l'attaque du 27 mai.

Pourtant plus de 50.000 Allemands devaient être depuis plusieurs

jours et plusieurs semaines dans le secret de l'attaque du Chemin des Dames.

A l'heure présente, il est d'importantes régions de voies ferrées et de concentrations sur lesquelles nous sommes totalement démunis de renseignements.

A l'heure présente, nous ignorons l'emplacement de 44 divisions allemandes sur 209.

Les prisonniers constituent les neuf dixièmes de nos sources de renseignements. Les procédés de notre 2<sup>e</sup> bureau sont en vérité un peu trop romantiques et trop peu modernes.

V

RUPTURE DU FRONT FRANCAIS SUR L'AISNE, LE 27 MAI 1918.

L'attaque allemande du 27 mai s'est produite de Vauxaillon à Reims. Sa gauche a intéressé la 45<sup>e</sup> division française devant Reims. Celle-ci a résisté brillamment.

Les trois divisions anglaises devant Brimont et devant Juvin-court ont été percées, mais leur débandade n'a pas été la cause unique du repli de la 6<sup>e</sup> armée. Les 3 divisions du 11<sup>e</sup> corps qui étaient à la gauche de l'armée anglaise, entre Vauxaillon et Craonnelle ont été dans la même proportion enfoncées.

Etat du terrain tenu par le 11<sup>e</sup> corps. -

Le terrain était célèbre par ses à pic, ses creutes et ses fortifications naturelles. Nous avons exposé l'état précaire des secondes positions à 10 kilomètres en arrière sur la rive gauche de l'Aisne. Mais l'Aisne, et les collines qui la bordent, formait à elle seule une fortification qui passait pour imprenable.

En avant de cette première position, à 6 kilomètres en arrière des premières lignes, la position dite intermédiaire était bien organisée. La première position était constituée par une ligne de réduits, à 3 ou 4 Km. des lignes allemandes en contre pente de la crête du Chemin des Dames, forts et bien faits, et par deux premières lignes, en contact avec l'ennemi, solides et couvertes de réseaux.

Les abris étaient bons nous ont dit les soldats: "Monsieur le Député, on ne trouvera pas mieux sur le front", nous a dit un officier général qui commandait. Le travail des hommes avait donc ajouté à la force des positions naturelles.

Aussi le commandement français considérait-il comme invraisemblable la rupture de ce front. C'est pourquoi on y avait amené des divisions anglaises durement éprouvées par les deux offensives allemandes de l'Oise et du mont Kemmel le 21 mars et le 9 avril. Elles étaient fatiguées: ce fut sur cette partie du front un des éléments du succès ennemi.

#### Qualité et armement des D.I. françaises en lignes.-

Les divisions françaises en lignes étaient parmi les meilleures de notre armée: c'étaient des bretons, célèbres par leur tenacité dans la défensive. Elles n'étaient pas fatiguées.

La 32<sup>e</sup> division d'infanterie venait d'être reconstituée après avoir combattu sur la Somme.

La 31<sup>e</sup> division, au centre du corps d'armée, était en secteur depuis longtemps.

Enfin, la 61<sup>e</sup>, à la gauche, était dans ce secteur depuis 7 mois.

Les hommes connaissaient les moindres cailloux et les moins d'étoures.

Sur aucun point, il n'y eut ni débâcle, ni panique.

Le secteur tenu par les 3 divisions était-il excessif? Moins qu'on ne l'a dit dans le public.

La 61<sup>e</sup> division avait 11 kilomètres, la 21<sup>e</sup> division, 9 kilomètres et la 22<sup>e</sup>, 13 à 14 kilomètres.

Il est admis qu'une division sur la défensive dans une grosse attaque ne doit pas tenir plus de 5 km. de terrain. Mais ici le terrain était particulièrement fort. Dans les Vosges, à l'heure présente, ces mêmes divisions à peine reconstituées tiennent chacune avec une division américaine jointe 40 km. de front.

La 22<sup>e</sup> division possédait en outre 3 régiments de territoriaux soit 3920 fusils en plus de ses 5 à 6.000 fusils d'active.

Enfin les mitrailleuses de position étaient nombreuses. (64 à la 22<sup>e</sup> D.I.)

L'artillerie avait été renforcée. La 22<sup>e</sup> division possédait 2 régiments de 75 au lieu d'un, soit 72 canons de 75 plus un groupe de 155 court.

La 61<sup>e</sup> division avait 15 batteries de 75, soit 60 canons et 8 155 Filloux.

Comment les trois divisions n'ont-elles pas même tenu 4 heures ?

Le déclenchement de l'artillerie allemande est de 1 heure du matin. L'attaque d'infanterie est de 4 heures; à 7 heures 45, tous les canons étaient pris ou détruits. Toutes les divisions étaient encerclées. Il n'est resté, de la 61<sup>e</sup> division que 800 hommes; à la 21<sup>e</sup> que quelques centaines d'hommes. A la 22<sup>e</sup> (régiments

territoriaux compris) que 500 hommes.

Après 4 années de guerre, sur de telles positions, avec de telles troupes, un tel événement pose à l'armée française la plus poignante des énigmes.

Surprise tactique.-

Quand nous avons commencé notre enquête, nous croyions d'après les bruits publics que les premiers avertissements de l'attaque allemande étaient dus à des prisonniers faits la nuit précédente.

Or, d'autres indices auraient dû avertir le commandement.

"Nous prévoyions l'attaque depuis deux jours" déclaraient les fantassins.

Le 30<sup>e</sup> corps, à la gauche du 11<sup>e</sup>, qui devait être enfoncé, constatait que depuis le 9 avril l'ennemi devant son front ne s'organisait pas. Il tenait la vallée de l'Ailette peu ou point protégée par des réseaux de fortune. Nous croyons savoir que l'armée n'a pas attribué d'importance à cette absence de travaux défensifs de la part de l'ennemi.

Devant le front du 11<sup>e</sup> corps durant les deux nuits du 24 au 25 mai et du 25 au 26, on avait entendu amener du matériel.

Une division signale, dans ses pièces officielles "de forts roulements, des halètements de locomotives, des débarquements de planches". Les observateurs de la 21<sup>e</sup> division remarquent sur les routes autour de Laon des colonnes de poussière.

Les patrouilles d'infanterie ne rencontrent aucune patrouille allemande, mais reçoivent des coups de fusils dès qu'elles veulent pénétrer dans les lignes ennemis.

Pendant ces deux jours l'artillerie française ne tire pas. La concentration allemande se fait sans difficulté.

On répond à cela que des indices de cette nature sont fréquents sur le front et que ceux-ci n'ont pas paru suffisants.

Aviation. -

En vain l'escadrille d'armée du 15 au 26 mai a couvert des surfaces allant de Laon à Guise et à Vervins.

En vain, depuis le 10 mai, les observateurs terrestres signalent-ils à l'aviation des indices d'attaque entre Anizy et Reims: des bruits métalliques ont été entendus. L'aviation survole et ne voit rien.

Le 22 mai, les mêmes observateurs terrestres signalent une importante circulation sur l'arrière du front du 11<sup>e</sup> corps et du corps britannique.

Les missions exécutées à ce jour ne donnent aucun résultat.

Même constatation le 23 mai. C'est la faillite de l'aéronautique comme organe de renseignements. (1)

L'étude des photographies d'aviation comportait peut-être quelques avertissements. "Calme en première ligne, circulation en arrière, voies ferrées nouvelles": mais ces indices sont du 10 au 25 mai rares et faibles: et l'impression d'ensemble de chacune de ces journées, telle qu'elle est résumée dans les dossiers qui nous ont été donnés ne porte nulle part une annonce d'attaque.

Comme le 2<sup>e</sup> bureau, l'aviation de la 6<sup>e</sup> armée a été au-dessous de sa tâche.

(1) Voici au surplus le texte banal des renseignements recueillis par l'aéronautique de la 6<sup>e</sup> armée: ce document résume les dossiers quotidiens de renseignements qui nous ont été remis. (Voir aux annexes)

Indices sérieux d'attaque.-

Dans la nuit qui précédait l'attaque, la 22<sup>e</sup> D.I. fit deux prisonniers. Leurs déclarations ayant paru intéressantes, ils furent envoyés d'urgence en automobile au C.A. Le général commandant le C.A. était vers 3 heures de l'après-midi assez renseigné pour alerter tout son C.A.

A 5 heures 50 du soir, le même jour, l'armée envoyait un message ainsi conçu : "Des indices très sérieux font présumer une attaque pour le 27 mai, au point du jour, sur le front du 11<sup>e</sup> corps d'armée et du 9<sup>e</sup> C.A. avec des indices de mouvements sur la 45<sup>e</sup> division d'infanterie à l'est de Reims." A 10 heures du soir, l'armée précisait : "d'après les derniers renseignements, le feu commencerait à 1 heure et l'attaque d'infanterie se déclencherait à 3 heures 30."

C'est exactement ce qui s'est passé.

Artillerie.-

Le 11<sup>e</sup> corps disposait d'un total de 304 pièces pour un front de 33 klms, c'est-à-dire environ 1 pièce par 100 mètres.

Pour un front passif, c'était une grosse densité d'artillerie ; pour un front actif, elle était insuffisante de moitié ou des 2/3. On admet en effet qu'un barrage, pour être sûr, doit être constitué par une pièce à tir rapide tous les 35 à 30 mètres.

Telle quelle, cette artillerie eut pu gêner l'attaque allemande, si elle avait été employée en masse et par tir nourri dès 7 heures du soir. En effet, c'est durant la nuit qu'il fallut que

l'ennemi amenait ses masses d'infanterie à raison d'une division au moins tous les 2 ou 3 klms.

D'autre part, la nombreuse artillerie allemande qui écrasa nos lignes était camouflée, mais n'était pas abritée ; on suppose même que la majeure partie était en position à 1.500 ou 2.000 mètres de nos premières lignes. Des tirs d'interdiction et de contre-préparation nourris entre 7 heures du soir et 1 heure du matin, faits par l'artillerie française, alors que l'artillerie allemande était silencieuse eussent ralenti et peut-être brisé l'attaque.

La 45<sup>e</sup> division à l'Ouest de Reims déclare que, dès 19 heures, elle appliqua "le plus vigoureusement possible son plan d'artillerie d'interdiction."

Elle attribue officiellement "le succès de sa résistance à la vigueur de son tir d'interdiction et de contre-préparation commencé dès la tombée de la nuit et avant le déclenchement de l'artillerie allemande, qui ne commença que vers 1 heure du matin."

Or, aucune des artilleries divisionnaires du 11<sup>e</sup> corps d'après la relève, que nous avons faite, sur pièces dans chacune de ses divisions, n'a procédé comme la 45<sup>e</sup> division : elles n'ont tiré qu'à la demande de leurs observateurs d'artillerie ou d'infanterie sur tel ou tel mouvement de troupes qui leur était signalé.

Nombre d'exécutants attribuent à cette passivité de notre artillerie, entre la tombée de la nuit et l'heure où l'on savait qu'allait se déclencher l'attaque allemande, le succès de l'attaque d'infanterie sur nos premières lignes.

Les divisionnaires semblent avoir manqué d'initiative, mais il faut reconnaître, qu'ils se sont conformés aux prescriptions mêmes données par le Général commandant l'armée dès 20 heures du soir.

Celui-ci ordonnait en effet de commencer le tir d'interdiction et de contre-préparation "aux premiers coups d'un tir violent de l'artillerie ennemie."

À ce moment, il était, pour l'artillerie française contre-battue elle-même, trop tard, pour disloquer l'attaque allemande.

Plan de défense.-

Le Général commandant l'armée avait donné comme mission à la date du 9 avril à ses C.A. "de combattre jusqu'au bout sur la première position."

Le 11<sup>e</sup> corps devait interdire "à tout prix" à l'ennemi "de prendre pied au sud de l'Ailette et au nord du plateau des Dames". Les Anglais devaient "même en face d'attaques puissantes et quelques que soient leurs forces, conserver au minimum le plateau de Californie, la Ville au Bois, le bois des Buttes, Gernicourt, Cormicy, Villers-Franqueux". (Ordre du 20 mai)

Les divisions anglaises, qui venaient de faire sur l'Oise la cruelle expérience de ce qu'il en coûte de mettre tous les fantassins en densité sous le feu des canons et même des minnen enemis, avaient, d'après nos renseignements personnels, en vain protesté.

La mission des divisions en ligne était donc de tenir la

première position. En vertu de ces ordres, les divisions bousculent vers l'avant.

A la 21<sup>e</sup> division, 4 bataillons dans la première ligne, 3 dans la seconde, 2 en réserve entre cette première position et la position intermédiaire.

Dispositif analogue pour les autres divisions.

La position intermédiaire située environ à 5 ou 6 klms n'était tenue que par de faibles éléments de territoriaux ou de génie.

Les divisions combattaient à partir de la première tranchée et sur une profondeur de 2 à 3 kilomètres.

#### Conséquence du Plan de Défense adopté.-

1<sup>o</sup> Il en résulta, que les Allemands ayant sur certains points percé la ligne, ne rencontrèrent plus, au-delà de 3 à 4 klms, de résistance.

A la 61<sup>e</sup> division, les Allemands s'étant introduits à gauche par le ravin de Vauxaillon, à droite par celui de Chavignon, se réunirent derrière la forêt de Pinon ; complètement encerclés, nos régiments continuèrent de se battre jusqu'à midi inutilement alors que les Allemands étaient déjà sur l'Aisne.

L'ennemi arriva ainsi sur les batteries qui cessèrent leur feu sous la menace des fantassins ennemis.

Ce dispositif nous semble donné, par tous les combattants, comme la cause principale de l'échec : "Il n'y avait pas de réserve nous ont dit les poilus" ; "pour gagner du temps, il faut perdre du terrain" nous a dit un général de division, même pensée

exprimée à deux échelons de la hiérarchie militaire.

2° Ce dispositif tout en première ligne entraîna l'engagement prématué des divisions de réserves.

Le cas de la 157<sup>e</sup> D.I. derrière la 22<sup>e</sup> est éclatant.

Voici l'analyse du rapport même de cette division :

La 157<sup>e</sup> D.I. était derrière la 22<sup>e</sup> D.I. Primitivement, elle devait tenir la rive sud de l'Aisne et, selon ces ordres, était, vers 2 heures, étalée, entre Saint-Mard et Villers-en-Prayères. Son artillerie était en arrière entre la Vesle et l'Aisne.

A 5 heures du matin, arrive l'ordre du Général Commandant la VI<sup>e</sup> Armée, de pousser 3 bataillons sur la rive nord de l'Aisne, dans la première position, afin de libérer les réserves de la 22<sup>e</sup> D.I. (qui se portaient en première ligne, sur l'ordre du général Renouard, commandant de cette D.I.) Par suite d'une erreur, 4 bataillons, au lieu de 3, exécutaient ce mouvement.

Or, entre 7 h. 50 et 8 heures, l'ennemi, ayant franchi le chemin des Dames, descend vers l'Aisne.

A peine au débouché des ponts, les 4 bataillons de la 157<sup>e</sup> D.I. tombaient à l'improviste sous les feux de l'ennemi : ils sont obligés de se déployer. Ils sont perdus.

A 7 heures 45, le général commandant le 11<sup>e</sup> C.A., croyant pouvoir encore rétablir la situation sur la première position, fait passer le pont à un bataillon à Bourg-et-Comin. (à cette heure, les Allemands atteignaient presque l'Aisne). Ce 5<sup>e</sup> bataillon eut le sort des 4 autres.

Il ne restait, à 8 heures du matin que 4 bataillons pour tenir 12 klms de la seconde position ; à 14 heures, l'ennemi est par derrière, sur les batteries.

Le général Goybet, commandant la division conclut : "On peut se demander si sur des fronts à occupation diluée, sans réserves rapprochées, il n'y aurait pas lieu d'en revenir aux procédés d'avant-postes. La première position étant tenue par 1/3 de l'effectif, le reste installé sur la 2<sup>e</sup> position avec la majeure partie de l'artillerie."

"La nécessité d'opposer sur les secondes positions une barrière dense, est l'enseignement qui ressort visiblement des événements du 27 mai."

Ainsi, nous avons recommencé la faute tant reprochée par l'E. M. français aux Italiens à Caporetto. Ainsi, nous avons recommencé la faute que tant d'officiers généraux ont, avec dédain après le 21 mars, reprochée à l'armée anglaise. Nous avons tout bourré sur les premières lignes.

Il en est résulté :

1<sup>o</sup> que les positions intermédiaires, quoi que bien organisées, n'ont pas arrêté l'ennemi. Elles n'étaient pas défendues.

2<sup>o</sup> que la forte seconde position de l'Aisne et des hauteurs qui la bordent, n'a pas arrêté l'ennemi. Elle était trop faiblement tenue.

Y a-t-il eu méconnaissance des directives du Général en Chef.—  
Nous avons voulu savoir si cette tactique était conforme aux

instructions du général Pétain.

Celui-ci, dans ses directives personnelles et secrètes du 22 décembre aux généraux d'armée, recommandait d'assurer "l'intégrité des secondes positions. On ne doit, dit-il, tenir sur la première position qu'afin d'assurer la mise en place des gros sur les secondes positions."

Le Président du Conseil nous avait dit, à ce sujet, dans une audition, qu'il avait constaté dans les armées un certain flottement en ce qui concerne l'exécution de ses instructions et qu'il avait demandé au général en Chef de les préciser.

Le Général en Chef les avait en effet précisées le 24 janvier de la façon la plus nette.

A cette date, il basait la défense méthodique sur l'échelonnement en profondeur.

"L'élément essentiel du combat est pour lui la position de résistance." Cette position de résistance doit être constituée de telle façon que l'ennemi ne puisse l'atteindre que dissocié et épuisé par le combat, sans son artillerie de façon à ce que les réserves d'armées et de G. Q. G. aient le temps d'accourir.

Le 26 avril, le Général en Chef fait spécialement rappeler à la 6<sup>e</sup> Armée qu'il appartient au général commandant cette armée "de définir les conditions de la conduite du combat pour le cas où une attaque ennemie se déclencherait..... sur le champ de bataille telle qu'elle a dû être étudiée et définie conformément à ses instructions."

Or les instructions du général Duchesne du 20 mai donnaient

aux Anglais comme aux Français "la ligne principale de résistance comme étant la première ligne de la zone de bataille, à défendre a outrance et à reprendre le cas échéant ; la ligne avancée de la position intermédiaire constituant l'arrière de la zone de bataille."

Il y a donc contradiction entre les ordres donnés par le général en Chef à ses généraux d'armée et les ordres donnés par le Général commandant la 6<sup>e</sup> armée à ses généraux de corps et à ses divisionnaires.

Frappés de cette divergence de doctrine, nous avons cherché à la préciser sur le terrain. Nous avons vu dans les rapports du général Roques que le général en Chef avait adressé au général commandant la 6<sup>e</sup> Armée, vers le mois de juin, une carte au trait violet portant la ligne principale de résistance.

Or, tandis que le général Commandant l'Armée fixait sa ligne principale de résistance à la position intermédiaire située à 5 ou 6 klms de l'ennemi, le général en Chef plaçait la position de résistance au sud de l'Aisne, sur la seconde position, à 10 ou 12 klms de l'ennemi.

Si nous nous en tenons à ces seuls textes tels qu'ils nous ont été donnés à notre requête, nous sommes obligés de conclure qu'il y a eu de la part du général commandant l'Armée, inexécution des directives reçues.

Or, d'après nos renseignements personnels, le plan de défense, qui a échoué au 27 mai, aurait été modifié quelques semaines auparavant.

O'est une troublante énigme que nous ne jugeons pas et que nous nous contentons de poser.

Emplacement des réserves locales.-

Derrière la 6<sup>e</sup> Armée française même, il y avait 3 divisions d'infanterie française, plus 1 division anglaise.

Dans la région de Compiègne-Verberie, il y avait 4 divisions françaises.

Dans la région Epernay-Châlons, il y avait 3 divisions françaises, plus 3 divisions de cavalerie.

Comment ce gros paquet de 15 divisions de réserve, massées à moins de 150 klms de Fismes n'a-t-il pas pu maîtriser l'avance allemande avant la Marne et avant la voie ferrée de Château-Thierry.

O'est une question que nous nous sommes posée sans pouvoir la résoudre.

Le 27 et le 28 mai, la 74<sup>e</sup> division et la première division engagées dans la région de Soissons et de Vailly, sans renseignement sur l'ennemi, sans artillerie, par bataillons montés dans une atmosphère de panique à travers les services, les camions refluant n'ont, d'après les témoins oculaires, pas pesé dans la bataille.

Les radios allemandes ont signalé qu'à Fismes des troupes fraîches, mêlées d'une façon inextricable avec des troupes battues ont dû se rendre sans pouvoir participer au combat.

La Commission de l'Armée n'a pas qualité pour juger, mais elle doit poser la question.

Ponts. - Aucun pont sur l'Aisne n'a sauté le 27 mai. Nous sommes officiellement autorisés à déclarer que si les dispositifs de mines étaient préparés, ils n'étaient pas chargés.

Le général commandant la 157<sup>e</sup> division, déclare, dans son rapport, qu'un capitaine de génie chargé de faire sauter les ponts s'est refusé de faire sauter un pont sans ordre de l'armée.

La destruction des ponts devait en effet être faite sur l'ordre du général commandant l'armée. On nous a affirmé, sans qu'on n'en puisse apporter la preuve, que cette délégation n'est arrivée au général commandant le 11<sup>e</sup> corps qu'une ou deux heures après le passage de l'Aisne par l'ennemi.

Imutile d'insister sur les conséquences de cette faute. Elle a permis aux Allemands d'amener leur artillerie et de couper à Château-Thierry, 4 jours après, 40 kilomètres plus loin la voie ferrée Paris-Nancy.

## V I

### C O N C L U S I O N S

Il n'a pas été répondu à toutes nos questions : le dossier gouvernemental est encore inachevé. Notre enquête est incomplète. Pourtant, s'il nous était permis, pour la seule clarté du sujet, de résumer les causes de notre échec, nous les classerions sous les chefs suivants :

1<sup>o</sup> Infériorité du nombre des D.I. à la veille du 27 mai due, en ce qui concerne la France, à l'absence de politique d'effectifs pendant près de trois ans.

2° A la suite des succès allemands du 21 mars et du 9 avril sur l'armée anglaise, extension du front français, qui ne laissa plus à notre commandement les réserves générales suffisantes pour faire face à toutes les hypothèses d'attaque de l'ennemi.

3° Insuffisance des services de renseignements.

4° Mode d'emploi de l'artillerie.

5° Plan de défense.

6° Non rupture des ponts.

Ce ne sont pas là des considérants de jugement, pas même des conclusions, ce sont tout au plus des questions motivées. Il se peut, qu'elle qu'ait été notre bonne foi, dans cette enquête, que nous ayons mal vu, que nous n'ayons pas tout vu ou que nous ayons trop vu ; mais cette approximation de ce qui fut la réalité suffit pour poser aux membres de la Commission un cas de conscience.

Quoi ! l'Allemand a avancé de 45 klms, alors que nous n'avons jamais avancé, dans nos offensives, de plus d'une dizaine de kilomètres. Il a coupé la ligne Paris-Châlons. Il menace Paris.

Nos pertes sont de 32 pièces d'A.L.G.P., de près de 300 canons, sans compter les matériels divers d'aviation, de munitions, d'hôpitaux, d'approvisionnement de toutes natures, immenses et non chiffrables.

En hommes, du 27 mai au 6 juin, nous avons perdu dans cette bataille 123.000 hommes dont tués et disparus 90.662 h. qui se décrivent en 67.427 Français tués et disparus et en 23.000 Anglais

tués et disparus.

La perte morale est pire. Le prestige dans le monde de l'armée française est atteint. Jusqu'ici dans cette guerre, il n'y avait que deux armées invaincues : l'armée française, l'armée allemande. Aux yeux des Italiens, nous avons eu notre Caporetto, aux yeux des Anglais, nous avons eu notre 21 mars.

Pour un tel désastre, les seules sanctions que la loi a permises au Gouvernement de prendre ont été : la relève du général commandant l'armée qui pourra, d'ailleurs, nous en avons des exemples, être pourvu au cours de la guerre, d'un nouveau commandement. La relève du général commandant le 11<sup>e</sup> corps, qui a été pourvu d'une inspection de bataillons d'instruction dans les armées. Aucun des divisionnaires, sauf le général commandant la 157<sup>e</sup> D.I., n'a cessé de commander. La suite de la bataille, après le 27 mai, a donné lieu à d'autres relèves de commandement. C'est tout.

La loi désarme le Gouvernement, il ne peut prendre que des mesures disciplinaires. Notre code militaire n'a pas prévu de châtiment pour les fautes professionnelles commises par les officiers généraux.

Déjà les lacunes de nos lois sont apparues aux yeux du législateur. Des projets de loi ont été en vain déposés voici un an.

Croit-on d'ailleurs que le soin de se prononcer sur de pareils faits puisse être laissé aux seuls Conseils de Guerre composés dans les conditions que nous connaissons actuellement.

Ces problèmes ne peuvent être résolus par la seule initiative

parlementaire.

Savoir s'il faut une loi, la préparer, la soutenir devant les Chambres et l'opinion publique, la faire accepter par cet organisme délicat qu'est l'armée, est du domaine de l'exécutif.

Le Gouvernement ne peut se considérer comme armé par la législation actuelle : c'est donc à lui qu'il appartient de prendre l'initiative d'un projet de loi. Si le Gouvernement s'y décide, nous nous permettons de lui suggérer, afin d'éviter les longs débats et les commentaires prolongés, d'utiliser la procédure d'urgence que le Parlement a instituée pour les lois de guerre.

L'heure est propice. L'échec subi date de deux mois déjà. Il semble qu'aujourd'hui, dans les plaines de Champagne, la fortune soit favorable à nos armées. Le Gouvernement et les Chambres n'auront pas à se reprocher d'avoir agi sous l'empire des événements. Mais quelles seraient leurs responsabilités, si la fortune nous étant à nouveau défavorable, la Chambre et le Pays devaient encore se borner à constater les lacunes de la loi. Une mesure de cette nature, loin d'affaiblir, à l'heure présente, le moral du soldat et celui de l'arrière, fortifiera les coeurs.

A. F E R R Y. D E S C H A M P S

V I I

#### DÉCISIONS de la COMMISSION

En conséquence, nous vous proposons de voter les conclusions suivantes :

1° Quelles sont les fautes que le Gouvernement estime avoir été commises dans la bataille du Chemin des Dames du 27 mai d'après le rapport établi et dont la Commission réclame communication ? Quelles sanctions définitives le Gouvernement a-t-il prises ?

2° La Commission, constatant l'absence de textes législatifs permettant de juger les officiers généraux, qui ont devant l'ennemi commis des fautes professionnelles, invite le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai sur le bureau de la Chambre, avec bénéfice de la procédure d'urgence, un projet de loi qui comble à cet égard les lacunes de notre législation.

3° Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour accroître le rendement de nos services de renseignements.

---

Ces conclusions sont adoptées par la Commission de l'Armée qui décide de transmettre le présent rapport au Gouvernement.

CHAMBRE

DES DÉPUTÉS

-o-

Paris, le 7 juin 1918.

Pièce annexe

Monsieur le Président,

Ci-dessous résumées les observations faites au cours de plusieurs voyages aux Armées :

1° Pour équilibrer dans la mesure du possible nos pertes avec celles de l'ennemi, il faut, avant qu'il ne soit enterré, dans les 5 jours qui suivent son arrêt, l'écraser de projectiles : c'est ce que nous avons fait après le 30 mars entre Amiens et Noyon.

Or, nous venons de la région de Reims ; nous avons entendu peu tirer. Voici à titre confirmatif la faible densité de nos consommations de munitions au premier Corps Colonial, sur un front en partie nouveau de 24 klms le 6 juin dernier :

4.800 obus de 75 seulement.

1.500 obus de 155 seulement.

Or, les stocks sont importants et à pied d'œuvre.

2° L'absence de tir préventif de contre-préparation et de harcèlement dans la nuit du 26 au 27 mai dans la VI<sup>e</sup> armée fut probablement la faute principale du général Duchesne.

Il y a eu le premier jour et dans les jours du 29 au 30 ainsi que nous l'avons constaté, de la part de cette armée, de fréquentes

absences de liaison avec les échelons inférieurs. Nous en avons recueilli 5 ou 6 indices.

D'autre part, nous avons vu de nombreux officiers supérieurs et généraux ; nous avons l'impression que, contrairement à tout ce qui a pu vous être dit en très haut lieu, le général Duchesne n'a plus la confiance du corps d'officiers.

Nous le disons sans parti-pris, c'est peut-être regrettable, mais c'est un fait.

Vos toujours dévoués,

Signé : A. FERRY, DESCHAMPS.

ARCHIVES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE